



Juin 2002

COPA
Confédération parlementaire
des Amériques

Bulletin

● Español

● English

● Português

LA COPA À MEXICO

Dans ce numéro :

1. Mot de la nouvelle présidente de la COPA
2. Compte rendu de la réunion du Comité exécutif à Mexico
3. Réseau des femmes parlementaires : Compte rendu de la réunion du Comité exécutif à Mexico
4. Forum parlementaire de Monterrey
5. Activités interparlementaires : 107^e Conférence annuelle de l'Union interparlementaire
6. Nouvelles électorales : résultats en Colombie, au Mexique (partis politiques) et au Costa Rica
7. Femmes récemment élues comme présidentes d'assemblée : Chili, Québec
8. Réseau latino-américain sur le commerce
9. Cyberdémocratie
10. Éducation : L'OEA offre un nouveau portail Internet
11. Activités intergouvernementales :
 - Conférence de Monterrey sur le financement du développement
 - La BID octroie un prêt important au Mexique

1. MOT DE LA NOUVELLE PRÉSIDENTE DE LA COPA



La présidente de la COPA, Mme Laura Pavón Jaramillo

En acceptant la présidence de la COPA, j'ai fait part de notre engagement à remplir la mission de l'organisation en matière de promotion de la concertation pour la coopération interaméricaine et l'intégration régionale. Il est prioritaire de renforcer le rôle des parlements américains et, à cet égard, la COPA continuera d'être un forum permanent et autonome de tous les parlementaires d'Amérique où on propose et discute des positions qui peuvent influencer sur l'avenir de l'organisation et de l'intégration de nos peuples.

J'aimerais exprimer ma reconnaissance au président sortant, monsieur Geraldo Magela Pereira, député du Brésil, et ma gratitude pour ses efforts visant la consolidation de la COPA.

Au moment de célébrer ses six ans d'existence, la COPA a déjà franchi des étapes cruciales de son développement. Aujourd'hui, elle s'affiche de plus en plus comme une organisation permanente, à la fois flexible, ouverte et représentative, qui promeut le parlementarisme avec la conviction qu'il est impossible d'avancer sur les chemins de la démocratie, du progrès et de la justice sociale sans la coopération des nations.

Laura Pavón Jaramillo
Députée fédérale mexicaine
Présidente
Confédération parlementaire des Amériques

2. COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF À MEXICO

À l'invitation de Mme Laura Pavón Jaramillo, présidente de la COPA et députée fédérale du Mexique, quelque 40 parlementaires représentant 14 pays des Amériques ont pris part à une réunion du Comité exécutif à Mexico, au Mexique, les 2 et 3 mai 2002. Pour plus de détails, voir le texte complet du compte rendu dans le site de la COPA (disponible prochainement).

3. RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES :

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF TENUE À MEXICO

Le 1^{er} mai 2002, la réunion du Comité exécutif du Réseau des femmes parlementaires a rassemblé une vingtaine de participantes provenant d'une dizaine de pays et de quatre parlements régionaux. Au cours des travaux, les membres du Comité exécutif ont présenté les plus récentes mesures législatives et initiatives relatives aux droits de la femme adoptées dans leur parlement respectif; annoncé le lancement de la banque documentaire sur les femmes dans le site de la COPA; convenu de mettre sur pied un programme de stage dans leurs assemblées parlementaires respectives; et enfin adopté une déclaration de soutien à Ingrid Betancourt, la sénatrice colombienne candidate aux élections présidentielles qui a été victime d'un enlèvement le 23 février 2002.

Pour plus de détails, lisez le [compte rendu complet](#) dans notre site.

Texte complet de la [Déclaration de soutien à Ingrid Betancourt](#).

4. FORUM PARLEMENTAIRE DE MONTERREY

Le 16 mars dernier, en marge de la Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement, s'est tenu un forum parlementaire international réunissant des représentants des principales organisations interparlementaires des Amériques, dont la COPA et le FIPA, des parlements régionaux (PARLATINO, PARLACEN, etc.), d'organisations européennes (Parliamentary Assembly of the European Council), asiatiques (Parliamentarian Forum of Asia-Pacific), africaines (African Parliamentarian Union), ainsi que mondiales (Union interparlementaire, World Group of Parliamentarians for Habitat).

Les parlementaires ont mis sur pied deux groupes de travail en vue de la rédaction de la déclaration finale : le premier se penchant sur les besoins nationaux en matière de développement juste et équitable, le deuxième étudiant l'architecture financière d'un tel développement. Aux termes de leurs travaux, ils ont adopté une déclaration finale dans laquelle ils s'engagent à agir de façon concertée pour assurer la mise en oeuvre du Consensus de Monterrey ([plus de détails au point 11](#)) ainsi que le suivi des résolutions adoptées dans le cadre de la Conférence internationale de Monterrey. Le but général de ces mesures est l'éradication de la pauvreté en garantissant un système économique mondial fondé sur l'équité et favorisant le développement durable.

Sources : <http://www.un.org/esa/ffd/MexicanParliamentarianForum.htm>

5. ACTIVITÉS INTERPARLEMENTAIRES

L'Union interparlementaire (UIP) prône un rôle accru des parlementaires à sa 107^e conférence annuelle

Cette conférence s'est tenue du 17 au 23 mars, à Marrakech, au Maroc. Les participants y ont adopté plusieurs résolutions, notamment sur le rôle accru que devraient jouer les Parlements en matière d'élaboration de politiques publiques dans un contexte de

mondialisation. Les participants ont souligné le fait que la mondialisation devaient également profiter aux populations des pays en développement. Ainsi, les Parlements doivent jouer un rôle beaucoup plus actif auprès des organisations multilatérales, notamment l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) dans le contexte des négociations commerciales. Les participants ont par ailleurs proposé que les Parlements soient appelés à contribuer à toutes les étapes du processus de négociation afin de représenter les intérêts de tous les citoyens, ainsi qu'au suivi des décisions. Ils ont par ailleurs appuyé l'UIP pour qu'elle poursuive ses efforts en vue d'offrir une dimension parlementaire auprès de l'OMC et des institutions de Bretton Woods.

En ce qui concerne la protection de l'environnement, une résolution a été adoptée en vue d'inciter les gouvernements à ratifier le Protocole de Kyoto sur les changements climatiques et à poursuivre la mise en oeuvre de l'Agenda 21, qui a été adopté il y a dix ans à la Conférence de Rio de Janeiro sur l'environnement.

Pour consulter l'ensemble des résolutions, consultez le site Internet de l'Union interparlementaire à:

<http://www.ipu.org/strct-e/stcnfres.htm#107>

VISITEZ COPA.QC.CA

Comité exécutif

Réseau des femmes

Répertoire des parlements

Calendriers

Sites d'intérêt

ÉVÉNEMENTS À SIGNALER

2-4 juin

32^e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA)
La Barbade

24-28 juin

Conférence de Montréal
8^e Forum international sur

6. NOUVELLES ÉLECTORALES

Résultats d'élections

COLOMBIE - Pour la première fois dans l'histoire parlementaire de la Colombie, les partis libéral et conservateur n'ont plus la majorité au Sénat à la suite des élections du 10 mars. Dix-huit jours après la rupture du processus de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) par le président conservateur Andrés Pastrana, le pays andin a donné sa préférence à des candidats indépendants, anciens guerilleros pour la gauche, et partisans d'une main de fer avec les rebelles pour la droite.

Rappelons que ces élections se sont déroulées dans un contexte d'insécurité pour les candidats. À titre d'exemple, les FARC ont enlevé Ingrid Betancourt (**voir le site biographique www.ingridbetancourt.com**), la candidate des Verts aux présidentielles, le 24 février. Selon l'Agence France Presse, la libération d'Ingrid Betancourt, ainsi que de cinq parlementaires colombiens, séquestrés pour certains depuis plus d'un an, dépendrait de l'adoption d'une loi sur un échange de prisonniers entre les FARC et le pouvoir d'ici douze mois. Le gouvernement du président conservateur Andrés Pastrana s'est toujours opposé à une telle loi, qui conférerait un statut officiel de «belligérants» à la guérilla.

Alvaro Uribe comme nouveau président

À noter que les élections présidentielles du 26 mai ont porté au pouvoir le candidat indépendant Alvaro Uribe. Ce dernier a appelé la communauté internationale « à s'impliquer » en vue de résoudre la guerre civile opposant Bogota aux FARC. M. Uribe a

la nouvelle économie
Montréal, Canada

Juillet

Sommet du G-15
Venezuela

12-13 juillet

Première rencontre des
ministres de la Culture
Cartagène, Colombie

26 août-6 septembre

Sommet mondial sur le
développement durable
Johannesburg, Afrique du
Sud

Septembre

Forum des parlementaires
latino-américains
Conférence sur l'éthique,
la démocratie et la
politique
Washington, USA

Octobre

Rencontre des ministres
du Commerce sur les
négociations de la ZLEA
Équateur

13-16 octobre

Colloque Gouvernance
mondiale 2002
Montréal, Canada



Pour ajouter ou retirer votre
nom de notre liste d'envoi

Commentaires

également souhaité une éventuelle médiation des Nations Unies.

Autres sites internationaux de soutien à Ingrid Betancourt :

<http://www.betancourt.info>

<http://www.4ingrid.com> (Canada)

MEXIQUE : Roberto Madrazo gagne la course à la présidence du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI)

Les 50 millions d'électeurs mexicains ont été invités, le 24 février dernier, à élire directement, pour la première fois, le nouveau président du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Les deux candidats étaient Roberto Madrazo, ex-gouverneur de l'État du Tabasco, et Beatriz Paredes (membre du Comité exécutif de la COPA et présidente du PARLATINO). M. Madrazo a remporté la course par seulement 53000 voix (1,52 million de voix contre 1,45 million). Notons que M^{me} Rosario Robles a été élue présidente du *Partido de la Revolución Democrática* (PRD) le 17 février dernier.

Sources : *Info-matin*, gouvernement du Québec, *La Presse*, *La Jornada*, *Agence France Presse*, *The Globe and Mail*

COSTA RICA : Abel Pacheco comme nouveau président

Le 7 avril dernier, le candidat du Parti social-démocrate, M. Abel Pacheco, a défait le candidat du Parti de la libération nationale, M. Rolando Araya, pour remporter les élections présidentielles. Il succède ainsi à M. Miguel Angel Rodriguez. Lors de son assermentation, il a promi de sortir son pays du marasme économique. Pacheco, 68 ans, s'est fixé un objectif de croissance économique de 6 % par année et entend éliminer le déficit budgétaire d'ici 2006, soit la dernière année de son mandat. Il a par ailleurs déclaré vouloir s'attaquer au problème de pauvreté qui touche un grand nombre de familles au Costa Rica, plus particulièrement les victimes des inondations récentes. Pour le long terme, il a affirmé que les projets d'accords de libre-échange avec le Canada et les États-Unis constituaient des éléments clés pour favoriser le développement de son pays, mais qu'il ne négocierait pas ces pactes les yeux fermés. M. Pacheco devrait ainsi poursuivre les politiques de libre marché prônées par le président sortant, ainsi que le programme gouvernemental de promotion de l'environnement.

Source : *AP World Politics*, 8 mai 2002

À SURVEILLER

Voici un aperçu des élections qui se tiendront prochainement dans les Amériques :

- **Bolivie**, élections législatives et présidentielles, 30 juin

Calendrier pour le reste de l'année : voir [notre calendrier électoral](#)

Sources : www.observatorioelectoral.org

7. FEMMES RÉCEMMENT ÉLUES COMME PRÉSIDENTES D'ASSEMBLÉE

Adriana Muñoz : première femme à la présidence de la Chambre des députés du Chili

Les 120 députés et les 18 sénateurs qui ont été élus le 18 décembre dernier ont commencé à siéger le 11 mars. À noter que qu'à la Chambre des députés, après une entente politique, la présidence est assumée par une députée du *Partido por la Democracia* (PPD), M^{me} Adriana Muñoz. Il s'agit de la première femme à occuper ce poste en 191 ans d'existence du Parlement chilien.

Source : *El Mercurio*, 11 mars 2002

Louise Harel : première femme à la présidence de l'Assemblée nationale du Québec

Lors de son discours d'acceptation, le 12 mars dernier, M^{me} Louise Harel ([notes biographiques](#)) a déclaré : « Il aura fallu exactement 40 ans de présence féminine à l'Assemblée nationale du Québec pour que cette fonction soit exercée par une femme » a-t-elle fait remarquer. Elle entend poursuivre ce qui a été réalisé par son prédécesseur, M. Jean-Pierre Charbonneau. « Je partage la conviction que des responsabilités nous incombent, comme parlementaires, de faire fructifier ici et faire rayonner à l'étranger l'héritage d'une des plus anciennes démocraties représentatives du monde. »

Source : *Le Courrier parlementaire*, 12 mars 2002

8. LE RÉSEAU LATINO-AMÉRICAIN SUR LE COMMERCE FAVORISE L'ÉCHANGE D'EXPERTISE EN NÉGOCIATION COMMERCIALE

Créé en 1998 par le Centre canadien de recherche pour le développement (CRDI), le Réseau latino-américain sur le commerce regroupe pour le moment plus d'une trentaine de spécialistes et d'instituts de recherche principalement du Sud mais aussi du Nord. Son objectif est de développer une analyse proprement latino-américaine des enjeux présentement débattus et à venir dans les grands forums internationaux ainsi que d'aider les chercheurs à partager cette information avec les décideurs politiques de leurs pays. Ce

programme arrive à point nommé particulièrement pour les petits pays, note sa coordonnatrice au CRDI, M^{me} Susan Joakes, dans le contexte de l'ouverture de la seconde ronde de négociation à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Loin de diminuer, le rythme des négociations commerciales va en s'accéléralant, affirme pour sa part l'économiste et sociologue brésilien Pedro da Motta Veiga, membre du Réseau depuis ses débuts, notamment dans le cadre des négociations de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Le CRDI cherche à faire en sorte que les représentants de chaque pays soient bien formés avant de se présenter à la table des négociations. Pour ce faire, le CRDI finance les travaux des chercheurs latino-américains ainsi que leur diffusion. De plus, il aide ces spécialistes à se rencontrer, à mener des recherches conjointes et à confronter leurs analyses avec celles de chercheurs occidentaux.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Réseau, veuillez consulter l'article suivant indiquant les coordonnées des personnes responsables.

Lien vers article et coordonnées : http://www.idrc.ca/reports/prn_report.cfm?lang=f&article_num=1032 (français)

http://www.idrc.ca/reports/prn_report.cfm?article_num=1032 (anglais)

Sources : *Le Devoir* ; site Internet du CRDI : <http://www.idrc.ca>

9. CYBERDÉMOCRATIE : L'INTERNET RÉUSSIRA-T-IL À MODIFIER LA VIE POLITIQUE EN PROFONDEUR?

Selon le livre *Cyberdémocratie*, du professeur Pierre Lévy, l'arrivée d'Internet a changé la donne politique. En effet, avec la libéralisation de la parole (par le courriel, le clavardage (*chat*), les forums de discussion), de nombreuses communautés virtuelles ont vu le jour, et ce, dans plusieurs domaines : politique, religion, économie, santé, etc. Le cyberspace a permis d'accroître la visibilité de la société, peu importe les barrières politiques et géographiques traditionnelles. Ce nouvel ordre remet aussi en question la coupure entre les domaines publics et privés. Les citoyens exercent une plus grande surveillance sur les autorités gouvernementales et politiques, celles-ci devant rendre davantage de comptes. Ainsi, la corruption n'est pas nécessairement en recrudescence, elle est simplement plus visible qu'auparavant. Ce nouveau moyen de communication qu'est Internet vient donc appuyer les médias traditionnels pour dénoncer toute défaillance morale des élites politiques et promouvoir la transparence démocratique. Cette transparence est indissociable de la liberté de la presse et l'indépendance de la justice.

Pour Pierre Lévy, cette nouvelle liberté d'expression représente une chance. Elle annonce l'avènement prochain de la démocratie généralisée et jette les bases d'une véritable société civile planétaire et peut-être de nouvelles formes d'État. Une vision du monde réalisable à court terme?

Les trois premiers chapitres (en français) du livre *Cyberdémocratie* sont disponibles à l'adresse suivante :

Liens nationaux et internationaux sur la gouvernance virtuelle

Pour plus d'information, consultez le site de l'**Observatoire de la société de l'information de l'Unesco**. Il offre une banque de liens vers des sites sur la gouvernance virtuelle dans le monde (*on-line governance*) à l'adresse suivante :

http://www.unesco.org/webworld/portal_observatory/Access_-_Applications/On-line_Governance/

10. ÉDUCATION : L'OEA OFFRE UN NOUVEAU PORTAIL INTERNET

L'Organisation des États américains (OEA) a annoncé la mise en ligne d'un nouveau portail en quatre langues (anglais, espagnol, français, portugais) portant sur l'éducation dans les Amériques : le Portail éducationnel des Amériques. Créé par l'Agence interaméricaine pour la coopération et le développement, il vise à accroître l'accès de la région des Amériques aux offres éducationnelles et de formation, ainsi qu'à promouvoir l'équité afin que tous les citoyens de l'hémisphère puissent réaliser pleinement leur potentiel scolaire, professionnel et personnel.

Les objectifs principaux de ce portail sont de promouvoir de nouvelles méthodes pédagogiques telles que l'enseignement à distance, et de disséminer des offres de formation de grande qualité. Il vise également à contribuer à la formation continue d'étudiants de tous âges, ainsi qu'au perfectionnement professionnel d'enseignants afin que ces derniers puissent développer des méthodes et des stratégies pédagogiques plus souples.

Le Portail éducationnel facilitera la formation des communautés isolées et marginalisées ainsi que des groupes traditionnellement laissés pour compte tels que les femmes et les enfants des zones rurales, les populations autochtones et les personnes handicapées. En outre, l'Agence est en train de mettre en place un important programme de bourses, d'appuyer la création de réseaux éducationnels et de renforcer les centres éducatifs pour l'échange et la dissémination d'informations.

L'OEA espère ainsi qu'il contribuera à l'établissement d'une société démocratique et mieux informée, au sein de laquelle l'éducation jouera un rôle de premier plan pour le continent américain.

Adresse du portail : <http://www.educoas.org/>

Source : Organisation des États américains (OEA), <http://www.oea.org>

11. ACTIVITÉS INTERGOUVERNEMENTALES

La Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement ne fait pas l'unanimité

Cette conférence, qui a eu lieu du 18 au 22 mars, à Monterrey, au Mexique, a réuni plusieurs milliers de personnes, dont le Secrétaire général de l'ONU, les chefs de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC, de même que quelque 60 chefs d'État et de gouvernement. Selon le communiqué final, les travaux auront permis d'adopter le Consensus de Monterrey. Ce Consensus a été salué comme un document historique qui place les questions du développement et de son financement à l'avant-plan de l'ordre du jour international. Il a été accueilli comme la consécration du nouveau partenariat requis pour la mobilisation des ressources financières aux fins du développement. Ce nouveau concept de partenariat a recueilli l'adhésion générale car, selon les délégations, il attribue des responsabilités égales en importance à tous les acteurs du développement, aux niveaux national et international. Selon leur entendement, le Consensus consacre le principe d'un appui des pays développés aux réformes politiques, institutionnelles et économiques des pays en développement pour mobiliser l'épargne interne et l'investissement privé national ou étranger. En outre, le Consensus réaffirme l'importance de l'aide publique au développement (APD) et des programmes d'allègement ou d'annulation de la dette. Par ailleurs, il réaffirme le principe d'une participation des pays en développement aux processus décisionnels des institutions internationales pour rechercher les solutions aux problèmes, tels que les iniquités du commerce international, la mauvaise répartition et la fébrilité des flux de capitaux privés et l'absence de cohérence des politiques monétaires, financières et commerciales.

Toutefois, notons que les ONG, qui tenaient un forum parallèle, ont vivement critiqué ce document qui trace six grands axes d'intervention, mais qui ne contient aucun engagement précis. Selon le représentant de Greenpeace à Monterrey, «les seules miettes qui ont été offertes à l'aide aux pauvres l'ont été sous la condition que les pays ouvrent leurs marchés aux industries tout en oubliant que c'est le modèle économique mondial actuel qui a creusé le fossé entre riches et pauvres et accru la dégradation de l'environnement de par le monde».

Il sera donc intéressant de surveiller si le mécanisme du suivi de la Conférence fera en sorte que les principes prônés dans le Consensus seront mis en application avec efficacité. Les parlementaires ayant participé au Forum international ont pour leur part affirmé leur volonté de surveiller la mise en oeuvre du Consensus par l'échange d'information et de propositions dans leurs assemblées et organisations respectives.

Sources :

- site Internet de la Conférence : <http://www.un.org/french/esa/ffd/>

- Consensus de Monterrey : <http://www.un.org/french/esa/ffd/confdoc.html>

- ensemble des communiqués : <http://www.un.org/french/ffd/cqpress.htm>

- *Le Devoir*, AFP

La Banque interaméricaine de développement (BID) accorde un important prêt au Mexique

La BID a autorisé son prêt le plus important au Mexique : 1 milliard \$US pour la consolidation et l'expansion du programme de lutte contre la pauvreté Progresá, qui offre de l'aide en matière d'éducation, de santé et de nutrition à des millions de familles démunies. Le prêt de la BID financera un projet d'une durée de six ans qui sera réalisé par tranches et coûtera au total 4,7 milliards \$US. Ce projet vise à inclure les zones urbaines dans le territoire couvert par Progresá, à veiller à ce que son aide aille aux familles pauvres, et à augmenter son efficacité. D'autres informations sont disponibles sur ce projet de grande envergure à l'adresse suivante :

<http://www.iadb.org/exr/PRENSA/2002/cp1002e.htm>

Source : CANAEXPORT, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada

QU'EST-CE QUE LA COPA ?

La Confédération parlementaire des Amériques est un forum qui réunit les assemblées parlementaires des États unitaires, fédéraux, fédérés et associés, les parlements régionaux et les organisations interparlementaires des Amériques. Initiative des parlementaires, la Confédération favorise la concertation sur des enjeux liés à la coopération interaméricaine et en particulier aux Sommets des chefs d'État et de gouvernement des Amériques et au processus de création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Elle vise à renforcer la démocratie parlementaire et à créer une nouvelle synergie entre les leaders législatifs des Amériques.
